

Culture(s) et territoire(s)

Intervention pour

l'Association nationale des directeurs d'école des beaux-arts.

Toulouse 8 juillet 2008

D'abord, merci à Michel Métayer de m'avoir invité en me disant : « est ce que vous pourriez faire une introduction sur thème général Culture et territoires » ? En fait, je ne suis pas spécialiste de ce sujet, mais voudrais partager avec vous quelques questions autour de ce thème, pour savoir si ce sont les mêmes préoccupations qui vous interpellent. Au fond, une introduction peut servir à cela : essayer de mettre dans le débat un certain nombre de problématiques un peu générales.

Au cours de vos premiers échanges, vous venez d'entrer de plain-pied dans des questions institutionnelles, culturelles, qui sont les vôtres... Personnellement, je n'ai jamais mis les pieds dans une école d'art et je ne sais pas vraiment comment cela fonctionne, mais j'ai beaucoup travaillé sur la question de la culture en général et c'est donc une réflexion sur ce thème que je voudrais essayer d'apporter ici.

Deux mots préalables sur celui qui vous parle... J'ai une longue expérience de théâtre, de praticien acteur et metteur en scène, mais aussi d'éducateur. Je suis un peu spécialisé sur les questions d'éducation artistique ; j'ai dirigé pendant douze ans l'association nationale Théâtre éducation (ANRAT) et, depuis presque 10 ans maintenant, je suis plutôt du côté de l'observation des politiques culturelles. J'ai monté une petite structure « *L'oizeau rare* », qui se propose d'aider les gens à réfléchir autour des enjeux de la culture. Tout cela est né d'une formation à laquelle j'ai participé à Avignon, il y a 23 ans, le CFNA, et dont j'ai plaisir à retrouver ici quelques directeurs qui furent avec moi dans cette aventure.

1/ Culture(s) et territoire(s) : pourquoi ce thème ?

Dans le domaine de l'action culturelle, il y a des périodes où certains sujets deviennent dominants dans la réflexion et dans la problématique. Actuellement, par exemple, la question de l'éducation artistique et culturelle est au cœur de tous les débats, comme la question des nouvelles technologies (internet...), ou encore celles liées à la diversité culturelle... Le thème de la territorialité est de ceux-là. Ce n'est sans doute pas un hasard si vous l'abordez vous aussi. On retrouve ce thème en permanence dans beaucoup d'endroits. Il y a eu récemment un congrès de la Ligue de l'enseignement sur le même sujet. Mais pourquoi parle-t-on de « culture et territoire » aujourd'hui ? Je voudrais pointer quatre raisons qui me semblent être à la source de la modernité du thème.

Histoire

Il y a d'abord une raison historique. Si l'on observe l'histoire de ces 60 dernières années, la question de la territorialité ne se posait pas, en tout cas pas de cette manière, dans la première période des politiques culturelles (l'après-guerre, le ministère de la culture, la naissance de la décentralisation culturelle...). En ces années-là, le *territoire*, c'était la France, la République, l'Etat, le pays tout entier. Tout partait de Paris et il fallait, comme disait Malraux, «en finir avec ce mot hideux de Province» et commencer à installer dans les villes, les régions, des politiques ou des actions culturelles diverses. L'Etat était moteur centralisé et se donnait comme objectif de *décentraliser*, d'abord par le théâtre et ensuite par bien d'autres formes, le capital culturel concentré à Paris. Le *territoire* de cette époque, c'est donc la France entière.

A partir des années 60 et au cours des années 70, on assiste progressivement à l'urbanisation croissante, à la prise en charge progressive de la question culturelle par les collectivités locales, d'abord par les villes. Certaines ont commencé à se dire : « nous aussi, nous voulons nous occuper des choses culturelles » et nous avons eu cette période dite du *développement culturel*. À l'époque, on parlait de *développement culturel, d'aménagement du territoire*. Cela a constitué la seconde phase qui a vu, par exemple, les négociations sur les maisons de la culture, l'Etat payant 50% et la ville 50%. On commence à partager les responsabilités et la notion de *territoire* apparaît, sans que l'on en parle vraiment bien qu'elle soit évidemment présente.

Depuis les années 80, conséquence notamment du développement et du succès de cette première période, on assiste à une explosion de l'offre, une diversité considérable des pratiques. Toutes les collectivités publiques sont alors concernées, les villes, les régions, les départements, les agglomérations... Tout le monde entend intervenir et s'approprier la question de la culture et certains éléments de politique culturelle. On observe, à cette époque-là, la signature entre l'Etat et les collectivités territoriales des *conventions* et autres *chartes* de développement culturel... Dans les années 80 encore, la *politique de la ville* envisage la question de la culture par la problématique des *quartiers*, de l'aménagement urbain. Cela va jusqu'aux lois de décentralisation, notamment jusqu'à la loi sur les enseignements artistiques de 2003 qui pose aujourd'hui la question de la *répartition des compétences* ou plus précisément, vous venez de le dire, du *partage des responsabilités* entre l'Etat et les collectivités.

Nous sommes donc aujourd'hui au cœur de ce mouvement historique de *territorialisation* des pratiques et des politiques culturelles. Tout le monde se pose la question, de la hiérarchie ou dans la diversité des lieux de décision politico-administratifs : «qui fait quoi ? » Dès lors, la question du *territoire* se trouve posée avec force.

Social

La deuxième raison de l'actualité du thème de la *territorialité* en matière culturelle, est une raison profondément *sociale* et démocratique. Les politiques culturelles mises en place depuis la création du ministère de la culture butent, depuis déjà 20 ans, sur des limites sociales au développement des

institutions, des structures et des politiques culturelles de l'offre. Il y a donc nécessité, dans des formes très diverses selon les lieux et les fonctions où l'on se trouve, à imaginer d'autres modes d'action, d'autres modes de relation avec les populations auxquelles on entend s'adresser. Aussitôt, émerge encore la question du *territoire*. On entend dire que si l'on travaillait dans une relation *de proximité*, donc sur *le territoire* où se trouve notre structure, on aurait des chances de toucher une autre catégorie sociale et d'élargir le champ des connaisseurs. Au sein même des collectivités territoriales, on espère par cette approche résoudre en partie la question sociale voire re-légitimer l'action des structures, des professionnels ou des politiques de la culture. Nous sommes ici dans un combat pour la *légitimation* de l'action culturelle au sein de l'Etat mais aussi, souvent, au sein des municipalités elles-mêmes. Cette dimension sociale, démocratique est une des raisons essentielles pour lesquelles se pose aujourd'hui la question du territoire.

Communication et économie

Deux raisons annexes concourent enfin à l'actualité du thème de la *territorialité*. D'abord la domination du principe de *communication* : la culture aujourd'hui est un *vecteur d'image* de la collectivité qui la porte, c'est un élément *d'attractivité* ; on veut du *retour sur l'investissement*, cela fait partie de *l'identité* du territoire, c'est notre *image*, cela va nous situer par rapport à la ville d'à côté...

Enfin la dimension *économique* affirme que : « la culture c'est de l'emploi, c'est de la consommation culturelle, un commerce, une industrie... » et l'on aborde finalement la dimension économique du champ culturel de la même manière que l'on s'intéresse à l'économie générale du territoire. On intègre alors la question des activités culturelles dans la question du développement économique du territoire sur lequel on se trouve...

2/ Quelle culture ? Quel territoire ?

Mais de quoi parlons-nous au juste ?

« La culture » n'existe pas... Ce terme est aujourd'hui porteur de sens très divers, au point de signifier des réalités souvent éloignées les unes des autres. Certains sociologues ont déterminé 117 définitions du mot... Disons qu'il y a pour nous trois grands axes majeurs.

D'abord la conception traditionnelle de la culture, à dominante ethnologique. On parle de *culture identitaire*, berbère, occitane, de culture d'entreprise... c'est-à-dire une manière d'être, de se comporter, de se nourrir, une manière de percevoir le monde et de l'exprimer en fonction de notre appartenance à un groupe humain déterminé. C'est la culture comme élément de *civilisation*, **la culture comme être** : « je suis ma culture, c'est un élément de mon identité. » A partir du moment où l'on considère cette conception comme première, on arrive très vite à la notion de *diversité* en affirmant que « tout le monde a sa culture, tout le monde a son identité » et par conséquent, que tout se vaut. Aucune hiérarchie n'est acceptable ici. Derrière cette affirmation (reprise notamment par

l'Unesco dans sa convention sur la diversité culturelle), surgit aussitôt la question du *relativisme*: est-ce que vraiment tout se vaut ? Vaste sujet !

Une seconde conception de la culture est à dominante *esthétique*, voire classique, académique. On parle de la *culture cultivée*, de la connaissance des arts (cela peut être la connaissance des sciences, de la littérature, de la philosophie...) On parle de la culture comme un *acquis* de connaissances et de goûts qui fabrique et constitue la personne dite *cultivée*. C'est **la culture de l'avoir**, de l'acquis. Notons que l'on est toujours, dans ce cas, l'inculte ou l'érudit d'un autre...

La troisième conception est une approche laïque, républicaine, civique et progressiste, qui affirme la culture non comme une donnée identitaire, ni comme un capital à acquérir, mais comme une *capacité de jugement critique*, comme un mouvement d'élévation de l'esprit. Cette culture est constituée par le *processus* intellectuel et sensible qui nous permet de nous affranchir d'un certain nombre de déterminismes pour s'approprier les divers mondes de la création (du patrimoine, du contemporain, de l'ailleurs, de demain...) et se construire « librement ». Notamment en étant capable, dans le monde consumériste qui nous entoure, de faire la distinction entre une *œuvre* et un *produit*...

Question ouverte que je vous pose ici : « de quelle culture parlez-vous ? » De celle qui fonde et détermine - parfois enferme - dans des identités, c'est-à-dire celle qui demande la reconnaissance, la transmission, le patrimoine... ? Celle d'un savoir à acquérir (les techniques, les programmes, l'histoire, le travail) et ou celle d'une aptitude à s'arracher aux déterminismes ? Et quelle peut être le rôle de vos institutions dans ce domaine ?

Sur la notion de territoire, on peut également distinguer quelques grandes catégories de *territoires*.

Il y a évidemment le territoire géographique, physique, topologique qui est marqué par des limites naturelles (la mer, la montagne) ou historiques (le pays, le quartier...).

Un second territoire peut être constitué par l'espace administratif, celui qui est déterminé par des compétences et des responsabilités juridiques (la commune, l'inter-communalité, le département, l'académie ou la région).

Le territoire est aussi le *territoire social de vie* (école, transports, travail, loisirs...), notamment celui de l'enfance ou de l'adolescence, période particulièrement marquée par une appartenance territoriale qui fonde notre construction individuelle. C'est le territoire de la naissance et de la mort, celui où l'on retourne parfois pour mourir...

Notons que cette notion a beaucoup évolué avec la disparition progressive de la ruralité et le développement considérable des transports et du *nomadisme* actuel. Je voudrais citer ici un petit texte du géographe Denis Retaillé¹ qui pourrait parfaitement s'adapter à la problématique qui nous occupe.

¹ Denis Retaillé L'IMPERATIF TERRITORIAL (PARTIE 2)

<http://www.conflits.org/index636.html>

« ...examinons les opposés classiques : nomades et sédentaires. Ils n'envisagent pas l'espace de la même manière. Le territoire nomade est constitué d'un ensemble de lieux éloignés qui ne valent que pour autant qu'ils sont réunis dans une circulation plus ou moins régulière. La territorialité porte sur la disponibilité rythmée en eau et en herbe (œuvres et en artistes), hiérarchisée par la priorité d'accès. La distance topographique importe relativement peu (encore qu'il faille nuancer selon les capacités de circulation). En revanche, les distances écologiques (culturelles) sont très prégnantes. Elles se marquent par la qualité de l'herbe (l'oeuvre), le volume d'eau (l'environnement culturel), les conditions sanitaires animales (matérielles d'accueil), la saisonnalité. Il s'y ajoute des distances sociales selon l'ouverture ou la fermeture des passages (institutions), la liberté de l'eau (du spectateur), la domination ou la soumission. Tout cela dessine une géographicit  qui est simplement l'intelligence des lieux. Mais la forme de cette g ographicit  n'est composée que de points et de lignes, disons d'itinéraires hiérarchisés intégrés ou tronçonnés. La qualité de l'itinéraire et la valeur d'une direction comptent seules.

En face, - c'est préjuger de l'existence d'une seule forme spatiale - ou bien au-dessous - c'est préjuger de la saillance d'une forme sur l'autre -, les sédentaires paysans (artistes/professionnels de la culture) définissent le territoire par le **terroir** (terrain) d'abord ou l'ensemble des terroirs (terrains) complémentaires qui constituent le pays (la structure/l'entreprise). L'exploitation y est continue dans le temps (investissement foncier) et dans l'espace borné de la " propriété " (l'institution). La surface (l'équipement) est le module spatial de base, sa dimension fait sa valeur. Nul besoin de nous y arrêter plus longuement.

Au contact nomade/sédentaire un problème se pose donc. Avons-nous affaire à deux espaces spécialisés par les modes d'exploitation du milieu et les sociétés, limités par un seuil "physique" de pluviométrie (d'étude statistique) par exemple, ou avons-nous affaire à deux formes spatiales superposées (des itinéraires et des surfaces) dont la saillance de l'une n'est que le signe d'une supériorité politique.

J'appelle " Spatialité " cette géométrie par laquelle se pense l'espace terrestre et dont nous verrons l'importance lorsqu'il faudra s'habituer à ne pas ramener tous les territoires à une seule métrique, dite topographique, celle du terroir justement, la surface clairement délimitée. Ce qui appar it dans notre analyse réaliste classique comme conflit de compétence " territoriale " peut être beaucoup plus complexe lorsque des spatialités différentes sont en jeu. (...)

Le problème qui nous est posé est celui de l'adéquation (ou non) d'une structure sédentaire (l'institution culturelle) avec une population de plus en plus nomade, y compris du point de vue de la culture.

Il y a enfin le *territoire symbolique* et culturel, ce sont les espaces symboliques, les lieux de représentation, les lieux où on accepte que l'on nous représente. Ce peut-être les églises pour certains, les musées pour d'autres, les festivals, Avignon, Lourdes... Nous avons, chacun d'entre nous, quelque soit notre histoire, des lieux de représentation du monde qui sont des éléments du patrimoine et de notre territoire, symboliques, culturels, fondamentaux. Auquel s'ajoutent aujourd'hui les territoires virtuels d'Internet...

Question ouverte : De quel *territoire* parlez-vous ?

Nous avons chacun (individuellement et collectivement) des territoires (personnels, sociaux, symboliques...) qui ne recouvrent pas forcément la géographie et l'administration. Mais alors, qu'est-ce qu'une action culturelle « territoriale » ? Comment permettre, éventuellement, aux différents territoires qui nous façonnent, de se croiser ? Comment fonder des passerelles entre la géographie, l'administratif, le social, le personnel, le symbolique ? Comment créer du lien, et du sens, dans ces communications ?

A l'heure de la grande mutation de l'espace (mondialisation, globalisation, virtualisation...) il importe de clarifier le(s) territoire(s) sur le(s)quel(s) chaque institution entend agir.

3/ Quelques conclusions

Il me semble que derrière la question (l'injonction) *territoriale*, il y a essentiellement une question de légitimité sociale de l'action culturelle et des politiques de la culture qui ont été bâties dans l'immédiat après-guerre, principalement pour (et avec) les classes moyennes urbaines montantes. Prétendre aujourd'hui à une approche territoriale plus pertinente, c'est vouloir en vérité une approche plus démocratique de la dimension culturelle et symbolique. Un horizon indispensable !

Par ailleurs, je note que quand on parle de *territoire*, on parle principalement de *l'espace* et on oublie de parler du *temps* (l'enfance, la petite enfance, le 3^{ème} âge). Hors l'approche démocratique et sociale de populations éloignées des structures et des institutions culturelles passe aussi, me semble-t-il, par une prise en compte des *temps de culture*, qui n'ont parfois que peu à voir avec la notion de *territoire*. Il importe de s'intéresser aux horaires, à la durée des actions, à l'âge des participants...

Enfin, j'observe une forte contradiction entre votre liberté pédagogique d'enseignement, à laquelle vous tenez avec raison, et une injonction de votre environnement ou de vos tutelles (si j'ai bien compris essentiellement les collectivités territoriales ou les villes) à vous inscrire dans une politique territoriale, au sens géographique du terme.

En vérité, je comprends les deux points de vue. Je comprends cette volonté de liberté de projet pédagogique qui vous anime et, en même temps, je comprends tout à fait que des élus regardent leur budget, et se disent « on donne tant d'argent à cette structure, qui est chez nous ; qu'est ce qu'elle nous

apporte ? Est ce qu'on peut l'intégrer, d'une manière ou d'une autre, ou de lui demander d'élargir ou de modifier ou de participer plus à une vie collective ?» Si cela reste l'opposition des deux légitimités, d'une certaine manière on est bloqué. Parce que vous n'allez pas reculer et il n'y a pas de raisons que les autres reculent non plus.

Il me semble que la seule piste possible est celle de la *coproduction*, de la coopération, de la collaboration. C'est-à-dire, du *territoire* pris comme un espace de négociation sans altérer les identités de chacun, parce qu'il y a toujours le problème de *l'identité* et du *dialogue*. Il n'existe pas d'identité sans dialogue et pas de dialogue sans identité. Donc si l'on veut vous transformer trop, et malgré vous, vous allez résister et d'autre part, on ne peut pas non plus vous donner de l'argent en disant simplement « faites ce que vous voulez avec des étudiants qui viennent du monde entier, cela ne nous regarde plus ». Il y a forcément à un moment donné un débat public, un débat de coopération. C'est la grande question des partenariats, c'est à dire « comment on peut être partenaire ? »... Mais ceci est un autre sujet !

Jean-Gabriel Carasso

L'Oiseau rare

Toulouse 8 juillet 2008



<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/>